

Zeitschrift: Energieia : Newsletter de l'Office fédéral de l'énergie
Herausgeber: Office fédéral de l'énergie
Band: - (2005)
Heft: 4

Artikel: "Une approche intelligente de l'énergie réduit les coûts" : Interview
Autor: Kaufmann, Michael / Riva, Klaus
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-642147>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 01.02.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



«Une approche intelligente de l'énergie réduit les coûts»



INTERNET

www.suisse-energie.ch

«Bien, mais insuffisant», résume à mi-parcours Michael Kaufmann, directeur du programme SuisseEnergie. Pour la seconde étape, il annonce d'autres mesures de réduction des émissions de CO₂. Elles seront fondées sur des partenariats déjà bien établis et qui ont fait leurs preuves, y compris avec l'économie, à qui le vice-directeur de l'OFEN n'entend d'ailleurs pas faire la leçon. En effet, il est convaincu que les entreprises innovatrices sauront percevoir les signes des temps et ne voudront pas continuer à consommer inutilement trop d'énergie à des prix élevés.

energeia: Michael Kaufmann, pourquoi la Suisse a-t-elle besoin un programme SuisseEnergie?

Michael Kaufmann: SuisseEnergie permet à la Confédération de mettre en œuvre sa politique énergétique et climatique. Dans le cadre du programme, des thèmes comme l'efficacité énergétique, les énergies renouvelables ou le développement de nouvelles technologies énergétiques sont traités en profondeur et de manière systématique. Dans ce contexte, nous établissons des partenariats, convions les acteurs du marché autour d'une table ronde, discutons des moyens d'incitation envisageables et créons une culture servant de plate-forme au développement de technologies innovatrices.

Dans un tel contexte, quelle importance revêtent les partenariats?

SuisseEnergie appelle la participation de la Confédération, des cantons, des communes, des associations écologistes et consoméristes, de même que d'agences publiques et privées. C'est tout à fait exemplaire; aucune autre branche, aucun autre secteur économique de Suisse ne forme un réseau aussi étroitement lié. Encore récemment, une entreprise industrielle de renom s'est adressée à nous pour connaître les possibilités de collaboration dans le secteur des appareils à haut rendement énergétique. De tels résultats sont réjouissants, ils démontrent que notre programme

est bien ancré sur le marché et qu'il porte ses fruits.

Et pourtant, SuisseEnergie est très loin de ses objectifs...

Oui, malheureusement. Les objectifs que nous poursuivons dans le cadre de SuisseEnergie sont ambitieux. Après une première période de cinq ans, on peut dire que le programme a du succès, les chiffres le prouvent. A titre d'exemple, depuis 2000, la croissance de la consommation énergétique globale en Suisse a pu être comprimée de 6%, celle des émissions de CO₂ même de 7%. Le revers de la médaille, c'est qu'en dépit de ces effets positifs démontrés, nous ne sommes pas en voie d'atteindre nos objectifs.

Quels secteurs vous donnent le plus de fil à retordre?

Par rapport aux objectifs, le plus grand écart est enregistré dans le secteur de la mobilité. La courbe des rejets de CO₂ imputables aux transports est toujours fortement ascendante. La consommation de carburant des nouvelles voitures a beau diminuer continuellement, le nombre de voitures de tourisme circulant sur nos routes et leur poids moyen ne cessent de croître, ce qui se traduit naturellement par une consommation accrue de carburants.

Nous connaissons aussi des désillusions dans le secteur de l'électricité, où notre objectif consistait à restreindre à un maximum de 5%, à l'horizon 2010, notre consommation supplémentaire de courant. Actuellement, nous nous situons déjà à un surcroît de consommation de plus de 7%! Bien que les appareils électriques soient devenus nettement moins gourmands en courant, notamment grâce à l'étiquetteEnergie, nous devons une fois encore constater que les gains d'efficacité énergétique obtenus sur ce plan sont aussitôt réduits à néant par l'augmentation du nombre d'appareils électriques et d'ordinateurs. C'est un problème auquel nous devons nous attaquer.

Quels seront, pour ces prochaines années, les pôles d'activités du programme?

Nous avons défini cinq pôles d'activités: rénovation des bâtiments, énergies renouvelables, efficacité énergétique de la mobilité, efficacité énergétique des appareils électriques et utilisation rationnelle de l'énergie dans l'économie.

UNE APPROCHE INTELLIGENTE DE L'ÉNERGIE RÉDUIT LES COÛTS, RENFORCE LA COMPÉTITIVITÉ ET PERMET À MOYEN OU LONG TERME DE MIEUX SE POSITIONNER SUR LE MARCHÉ.

Dans chaque secteur, d'entente avec les partenaires, nous formulons des objectifs concrets que nous mettons par la suite en œuvre dans des campagnes nationales. Simultanément, nous poursuivons le développement des instruments dont nous disposons: l'étiquetteEnergie pour les voitures de tourisme doit par exemple être remaniée, en collaboration avec le secteur automobile, afin de mieux répondre aux objectifs fixés. Dans le secteur des transports, nous examinons des mesures de plus grande envergure visant à ramener les rejets de CO₂ dans une plage correspondant aux objectifs. L'OFEN estime qu'il serait judicieux d'introduire un système de bonus/malus sur l'importation de nouveaux véhicules afin de récompenser l'achat de voitures plus économes et plus propres.

Quel rôle reviendra à l'industrie?

Pour atteindre nos objectifs, nous devons compter sur l'économie en tant que partenaire fort. C'est pourquoi nous souhaitons étendre et reconstruire les partenariats existants. Le message que nous adressons à l'industrie est le suivant: une approche intelligente de l'énergie réduit les coûts, renforce la compétitivité et permet à moyen ou long terme de mieux se positionner sur le marché. Un partenariat avec SuisseEnergie est donc pertinent.

Je suis persuadé que d'ici une dizaine d'années, les entreprises les mieux placées seront celles qui misent dès à présent sur une meilleure efficacité énergétique de leur production ainsi que sur la fabrication de produits offrant un meilleur rendement énergétique. Plus de 800 entreprises se sont déjà engagées à respecter des conventions

en matière de CO₂. Elles ont su percevoir les signes des temps et ne souhaitent pas continuer à consommer inutilement trop d'énergie à des prix élevés. C'est encourageant!

Le temps des réserves énergétiques illimitées est révolu. Comment estimez-vous le potentiel des énergies renouvelables?

Les faits sont là: si nous n'agissons pas, nous risquons de faire face à un déficit d'approvisionnement électrique d'ici 15 à 20 ans. Il est donc essentiel de prendre aujourd'hui les mesures de prévention adéquates. Ne rien faire équivaudrait à renforcer notre dépendance du nucléaire. Il convient donc de soutenir en premier lieu les mesures visant l'efficacité énergétique, propres à faire fléchir la courbe de la consommation annuelle de courant.

Quant aux énergies renouvelables, leur potentiel est beaucoup plus important que ce que l'on prétend communément. Dans une vingtaine ou

une trentaine d'années, l'électricité issue de la géothermie ou du secteur photovoltaïque sera économiquement rentable et couvrira une part considérable de notre consommation électrique. D'ici là, il s'agit d'épuiser le potentiel des énergies renouvelables exploitables à court terme, par exemple par la construction de petites centrales thermiques à bois ou d'installations alimentées au biogaz, décentralisées, de même que par l'extension de l'exploitation de l'énergie hydraulique. Si l'utilisation et la promotion des énergies renouvelables à court et long terme se développent bien, la menace de déficit par rapport aux objectifs s'atténuera. Nous avons toutefois besoin de la volonté et du soutien actif de tous les acteurs importants de l'énergie.

Pouvez-vous compter sur le soutien du Parlement?

A la fin de l'année 2003, le Parlement avait voté des mesures draconiennes, réduisant notre budget de 20%. Mais en même temps, il s'est clairement prononcé en faveur du programme. Cette disposition s'est d'ailleurs confirmée lors des débats de 2004 au sujet du budget, puisque SuisseEnergie a alors échappé à des coupes supplémentaires. Les derniers chiffres enregistrés pour 2004 démontrent que la confiance du Parlement était justifiée. Par rapport à l'année précédente, les effets énergétiques supplémentaires obtenus se sont élevés à 35%, ce qui est considérable. Nous prouvons au Parlement que nous faisons bien notre travail.

Interview: Klaus Riva



«Avec SuisseEnergie, nous poursuivons des buts ambitieux»

Le programme SuisseEnergie

SuisseEnergie est le programme national de partenariat pour la promotion de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables. Il implique la participation de la Confédération, des cantons, des communes, des milieux économiques, des associations de protection de la nature et de consommateurs ainsi que d'agences publiques et privées.

SuisseEnergie contribue à la réalisation des objectifs de politique énergétique et climatique de la Suisse, de même qu'à l'introduction d'un approvisionnement énergétique compatible avec le développement durable et à la réduction de notre dépendance de l'étranger en matière de ressources fossiles.

Les objectifs du programme sont fondés sur la convention de Kyoto sur le climat, de même que sur les lois sur l'énergie et sur le CO₂. Leur teneur est la suivante:

- réduire de 10% la consommation d'énergies fossiles et les émissions de CO₂ à l'horizon 2010 par rapport à l'année 1990;
- limiter à un taux de croissance maximum de 5% l'augmentation de la consommation d'électricité à l'horizon 2010;
- maintenir la quote-part de l'énergie hydraulique dans la production d'électricité et ce, même après l'ouverture du marché suisse de l'électricité;